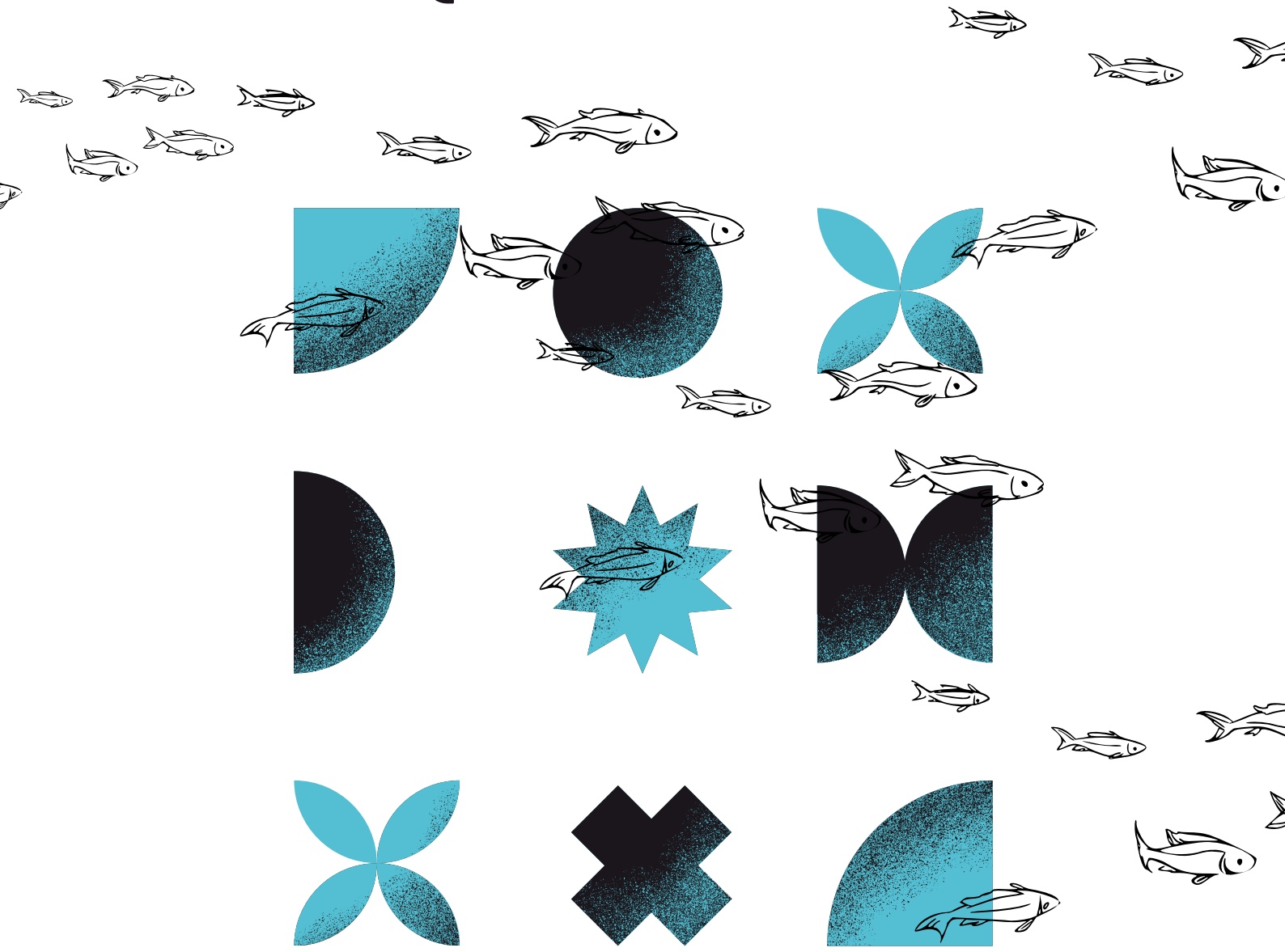
DÉCEMBRE 2024

ANATOMIE CRITIQUE DE L'ÉCONOMIE BLEUE EN AFRIQUE



Je m'engage pour l'Afrique

AVEC LE SOUTIEN DE

AFRICA EUROPE FOUNDATION

AVANT PROPOS

AU LARGE DE PROMESSES POUR DEMAIN, UN ANALYSE PLURIFOCALE

L'économie bleue, qui désigne l'ensemble des activités économiques liées aux océans, mers, lacs et rivières, est en pleine émergence, particulièrement en Afrique. Avec ses 38 États côtiers et un littoral qui s'étend sur plus de 47 000 km, le continent possède un potentiel immense pour exploiter ses ressources maritimes et aquatiques de manière durable. L'économie bleue, bien que porteuse de promesses, reste un concept encore flou et mal défini dans plusieurs régions, ce qui freine son développement optimal.

L'économie bleue prend aujourd'hui une importance capitale face aux défis économiques, écologiques et sociaux que rencontre l'Afrique. **À une époque où les ressources terrestres sont de plus en plus sollicitées, la mer offre une alternative prometteuse pour soutenir la croissance tout en préservant l'environnement**. Les océans, mers et rivières sont des écosystèmes vitaux, non seulement pour leur biodiversité, mais aussi pour les services qu'ils rendent à l'humanité, tels que la régulation du climat et la production alimentaire.

Cette note explore les enjeux, les limitations et les usages concrets de l'économie bleue en Afrique, tout en proposant une analyse des perspectives futures pour ce secteur stratégique. Elle tente l'exercice de décortiquer les différentes facettes de cette économie, dessiner ses limites, et donner voix à la nouvelle génération de jeunes africains pour y répondre.

Table *des* matières

Economie bleue: un concept ancien, multidimensionnel... et équivoque. 4

Economie bleue, de la promesse à l'action 11

Les voix critiques de l'économie bleue en Afrique : une promesse sous tension 17

Recommendations 20

Conclusion 23

ECONOMIE BLEUE
UN CONCEPT ANCIEN, MULTIDIMENSIONNEL... ET ÉQUIVOQUE.

L'économie bleue englobe une large gamme d'activités économiques. Les secteurs traditionnels tels que la pêche et le transport maritime sont essentiels à la sécurité alimentaire et à la connectivité du continent. De nouveaux secteurs, comme l'aquaculture, les énergies marines renouvelables et les biotechnologies marines, ouvrent des perspectives innovantes pour l'Afrique. Cependant, pour tirer pleinement parti de ce potentiel, l'Afrique doit relever des défis importants en termes de gouvernance, de réglementation et de durabilité des ressources. L'économie bleue se compose désormais de manière équitable tant de secteurs traditionnels que de secteurs émergents. Selon l'approche de l'OCDE (qui pour rappel se concentre sur le marin), elle pourrait doubler d'ici 2030, atteignant une valeur estimée à 3 000 milliards de dollars.

LES PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT INCLUENT AINSI :

Le développement de l'aquaculture marine

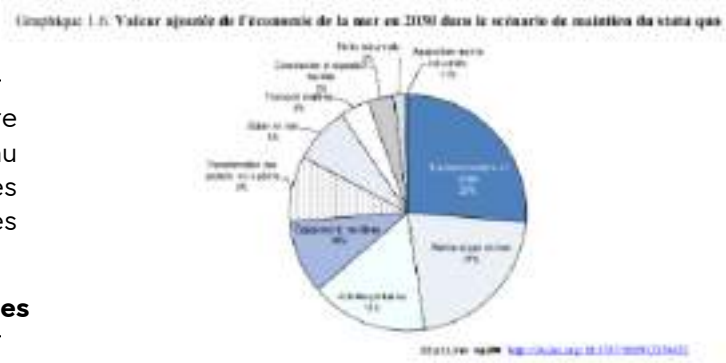
Un des systèmes de production alimentaire connaissant la croissance la plus rapide au monde, comprenant tant les animaux que les algues aquatiques, mais également les coquillages et perles précieuses.

L'expansion des énergies renouvelables marines

« regroupent toutes les technologies qui permettent de produire de l'électricité à partir de différentes forces ou ressources du milieu marin : le vent du large, la houle, les courants, les marées, le gradient de température et le gradient de salinité ».
À cet égard, il faut constater que non seulement liées à l'ODD14, les énergies renouvelables marines peuvent également répondre à l'ODD7 « Énergie propre et abordable » ainsi qu'à l'ODD13 « Action pour le climat ».
Enfin, pour exemple la variation de la valeur ajoutée brute (« VAB ») entre 2010 et 2030 des fermes éoliennes offshore est projetée à 8037%.

La valorisation du marché des biotechnologies marines

On estimait en 2010 qu'il représentait « 2.8 milliards USD environ et, sur la base d'hypothèses plutôt prudentes ». « [O]n estimait [également] que sa croissance le porterait autour de 4.6 milliards USD en 2017 ».



Toutefois, l'exploitation de tous ces secteurs nécessite une absolue rigueur pour pouvoir véritablement parler d'économie bleue.

Si *« La FAO estime que près de 60 millions de personnes dans le monde sont employées dans la pêche et l'aquaculture [et que] la majorité d'entre elles vivent dans des pays en développement et pratiquent une pêche de capture artisanale », il n'en demeure pas moins que ce secteur de l'économie bleue est fortement menacé par l'activité humaine qui ne s'inscrit pas encore dans une perspective de durabilité complète avec 33% « des stocks exploités à un niveau non biologiquement durable » et 60% d'entre eux au maximum de leur capacité. « La surpêche et la surcapacité [représentant à ce jour] un manque à gagner de près de 80 milliards de dollars par an ».*

LES PRINCIPES RÉGISSANT L'ÉCONOMIE BLEUE

L'économie bleue, qui cherche à utiliser les ressources marines de manière durable tout en promouvant l'inclusivité et l'économie circulaire, s'inscrit dans une réflexion philosophique plus large sur notre responsabilité envers la planète et les générations futures. Plusieurs penseurs et philosophes ont contribué à cette discussion, chacun apportant une perspective unique sur ces enjeux.

Durabilité	Le concept de durabilité dans l'économie bleue est étroitement lié à la pensée de Hans Jonas, qui, dans son ouvrage "Le Principe de responsabilité (1979), plaide pour une éthique de la responsabilité envers les générations futures. Jonas soutient que l'humanité a le devoir de protéger l'environnement pour ne pas compromettre les conditions de vie des générations à venir. Cette idée résonne avec l'objectif de l'économie bleue d'utiliser les ressources marines sans les épuiser, en promouvant des pratiques telles que la pêche durable et l'aquaculture responsable.
Économie circulaire	L'économie circulaire, qui favorise un système où les déchets sont réutilisés et recyclés, s'inspire également de réflexions philosophiques sur la nature et la gestion des ressources. Gunter Pauli, souvent considéré comme le pionnier de l'économie bleue, affirme que "dans les écosystèmes, il n'y a pas de déchets". Cette vision s'aligne avec le concept d'économie circulaire qui vise à transformer les déchets en ressources précieuses. De plus, Kristen Meyer, à travers Que devons-nous aux générations futures?, aborde la question des droits des générations futures à disposer d'un environnement sain, renforçant ainsi l'importance d'une économie qui minimise les déchets.
Inclusivité	L'inclusivité est un autre principe fondamental de l'économie bleue, qui cherche à intégrer les communautés locales dans la gestion des ressources. Ce principe trouve un écho dans les travaux de John Rawls, dont la théorie de la justice met en avant l'importance d'une distribution équitable des ressources et des opportunités. Rawls soutient que les structures sociales doivent être conçues pour bénéficier aux plus défavorisés, ce qui est essentiel dans le contexte de l'économie bleue où les voix des communautés côtières doivent être entendues.

LES PRINCIPES RÉGISSANT L'ÉCONOMIE BLEUE

Responsabilité collective

Enfin, la réflexion sur la responsabilité collective envers notre environnement est centrale dans le discours sur l'économie bleue. Le rapport Brundtland publié en 1987 (Notre avenir à tous) par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement des Nations Unies souligne que nous avons une obligation morale de répondre aux besoins du présent sans compromettre ceux des générations futures. Cette idée est également présente dans la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement (1992), qui appelle à une gestion durable des ressources naturelles.

L'économie bleue va au-delà d'une simple stratégie économique, s'inscrivant dans un cadre philosophique qui interroge notre relation à la nature, notre responsabilité envers les autres et notre devoir envers les générations futures. Elle propose une approche respectueuse et symbiotique des ressources maritimes, en opposition à l'exploitation intensive et destructrice de l'économie rouge. Ce modèle invite à réévaluer notre rapport à l'environnement, soulignant que le bien-être humain est indissociable de la santé des écosystèmes. L'économie bleue plaide pour une gestion inclusive, reconnaissant le rôle central des communautés locales. Cela soulève des questions de justice sociale et économique, notamment sur la manière de garantir une répartition équitable des bénéfices et de valoriser les droits et savoirs traditionnels des communautés.

LA PROMESSE DE L'ÉCONOMIE BLEUE...

N° 01 - pour la croissance

L'économie bleue offre des perspectives importantes pour la croissance économique de l'Afrique. Le secteur maritime, par exemple, pourrait contribuer à hauteur de 1,5 milliard de dollars à l'économie mondiale, selon les estimations. En Afrique, plus de 12 millions de personnes dépendent de la pêche pour leur subsistance. L'économie bleue peut donc être un moteur de croissance économique, en particulier dans des secteurs tels que l'aquaculture, qui est en pleine expansion, et le tourisme maritime.
Les activités maritimes sont également créatrices d'emplois et peuvent jouer un rôle clé dans la réduction de la pauvreté et la promotion de l'intégration régionale. Le tourisme maritime, en particulier, est une source croissante de revenus pour les pays africains, tirant parti de l'immense diversité de leurs écosystèmes marins et côtiers.

N° 02 - pour la gouvernance

L'un des principaux enjeux pour l'Afrique est de garantir que les ressources maritimes et aquatiques soient exploitées de manière responsable, sans compromettre leur renouvelabilité. La gestion des écosystèmes marins, notamment en ce qui concerne la pêche et l'aquaculture, est un défi majeur. La surpêche et la pêche illégale constituent des menaces importantes pour la santé des océans et des mers. Pour que l'économie bleue soit réellement durable, il est impératif de mettre en place des mécanismes de gouvernance qui intègrent des pratiques respectueuses de l'environnement.

N° 03 - pour la sécurité alimentaire et énergétique

L'économie bleue joue un rôle crucial dans la sécurité alimentaire de l'Afrique. Les ressources halieutiques pourraient contribuer à résorber la question nutritionnelle en assurant la sécurité alimentaire de près de 200 millions d'Africains par l'apport vital des poissons de mer et d'eau douce. Dans les pays à déficit vivrier ou à faible revenu, elles apportent près de 20 % des protéines animales. Ce pourcentage atteint 50 % dans des pays insulaires ou côtiers à forte densité de population comme le Ghana, la Guinée ou le Sénégal. L'enjeu est donc de taille lorsqu'on sait que la population africaine devrait doubler d'ici 2050, passant de 1,2 à 2,5 milliards d'habitants.
De plus, l'exploitation des énergies marines renouvelables pourrait répondre à une part significative des besoins énergétiques du continent. Des projets pilotes au Cap-Vert, utilisant l'énergie des vagues pour produire de l'électricité, montrent l'immense potentiel des océans pour la production d'énergie propre. Ces initiatives peuvent réduire la dépendance du continent aux énergies fossiles et offrir une source d'énergie plus durable.

QUI SONT LES ACTEURS DE L'ÉCONOMIE BLEUE ?

LES ACTEURS DE L'ÉCONOMIE BLEUE PEUVENT ÊTRE CLASSÉS EN TROIS CATÉGORIES DISTINCTES, CHACUNE JOUANT UN RÔLE DIFFÉRENT DANS L'EXPLOITATION DES RESSOURCES MARITIMES. ICI, NOUS REPRENONS LA TRÈS JUSTE CLASSIFICATION PROPOSÉE PAR SAVITA VIJAYAKUMAR, UNE SCIENTIFIQUE INDIENNE QUI EST À L'INITIATIVE DU PROGRAMME YOUTH FOR THE COAST, SOUTENU PAR LE CCFD-TERRE SOLIDAIRE



Le secteur privé

Le premier groupe est constitué de ceux qui ont le plus à gagner de l'économie bleue. Cela inclut les grandes multinationales, leurs actionnaires, ainsi que les entreprises privées qui s'associent aux gouvernements par le biais de partenariats public-privé. Ces acteurs bénéficient de l'accès aux ressources maritimes, souvent au détriment des écosystèmes locaux. On retrouve également dans ce groupe certaines grandes ONG internationales de conservation de la nature, qui, bien qu'elles promeuvent la préservation de l'environnement, sont parfois critiquées pour ne pas prendre en compte les besoins et les droits des communautés locales.



Les populations locales

Le deuxième groupe est celui des acteurs qui ont potentiellement beaucoup à perdre : les communautés côtières, en particulier les pêcheurs artisanaux et les populations des littoraux les plus vulnérables. Ces groupes dépendent directement des océans pour leur subsistance, et la privatisation des ressources maritimes, ainsi que l'industrialisation croissante de ces espaces, menace leurs moyens de vie. L'exploitation des ressources maritimes par des entreprises privées et multinationales entraîne souvent une marginalisation de ces communautés, qui se retrouvent dépossédées de leurs droits d'accès et de leur capacité à gérer durablement leurs ressources.



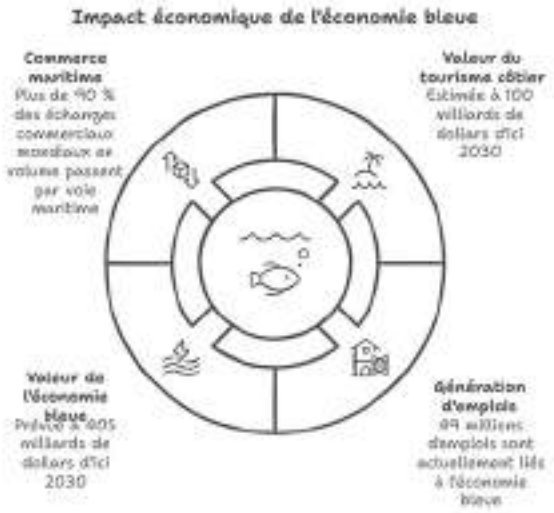
Les acteurs intermédiaires

Ce groupe inclut des agences internationales telles que les institutions financières mondiales, le Forum économique mondial, les agences multilatérales (comme le G8) et les agences des Nations Unies. Ces institutions jouent un rôle clé dans la coordination des projets, la gestion des financements et la mise en place de politiques. Cependant, ces acteurs, tout en étant essentiels pour le développement de l'économie bleue, sont souvent accusés de favoriser les intérêts des puissances économiques et de ne pas toujours représenter de manière adéquate les préoccupations des communautés locales.

MODÈLE ÉCONOMIQUE

Analyse macro-économique de l'économie bleue en Afrique

L'économie bleue, qui englobe l'utilisation durable des ressources maritimes, est un secteur clé pour le développement économique en Afrique. En intégrant des dimensions macroéconomiques et microéconomiques, cette analyse met en lumière l'importance de l'économie bleue pour la croissance économique, la création d'emplois et la sécurité alimentaire sur le continent.



L'économie bleue, en chiffres

L'économie bleue représente une part non négligeable du PIB africain. Selon les données disponibles, la valeur ajoutée du secteur de la pêche est estimée à 24 milliards USD, soit environ 1,26 % du PIB africain.

Ce chiffre illustre non seulement l'importance économique de ce secteur, mais aussi son rôle stratégique dans le développement durable du continent.

- Emplois dans le secteur de l'économie bleue : On estime que **12 millions de personnes** travaillent directement dans le secteur de la pêche, tandis que plus de **200 millions de personnes dépendent indirectement de cette ressource pour leur subsistance**. Ces chiffres montrent que l'économie bleue est cruciale pour la sécurité alimentaire et l'emploi en Afrique.
- Potentiel économique total : Le potentiel économique total associé à l'économie bleue est évalué à 1,5 milliard USD pour l'Afrique, soulignant les opportunités significatives qui existent dans ce domaine.

Contribution par pays (exemples)



Gambie : Avec une contribution du secteur de la pêche représentant 12% de son PIB en 2019, la Gambie illustre comment les pays côtiers peuvent tirer parti de leurs ressources maritimes. La pêche artisanale y joue un rôle crucial dans l'économie locale.

Mauritanie : Dans ce pays, la pêche industrielle contribue également de manière significative à l'économie nationale. Les exportations de poisson représentent une part importante des revenus d'exportation.

Sénégal : La pêche artisanale et industrielle est essentielle pour le Sénégal, représentant environ 3,2 % du PIB. Le pays a mis en place des initiatives pour renforcer la durabilité des ressources maritimes tout en soutenant les communautés côtières.

MODÈLE ÉCONOMIQUE

Perspective micro-économique

L'économie bleue a un impact direct sur les communautés côtières, notamment par la création d'emplois et le renforcement des moyens de subsistance :

Pêche artisanale

Elle représente 66 % des prises maritimes et continentales. Cette activité est souvent dominée par les femmes, qui jouent un rôle crucial dans la transformation et la commercialisation des produits de la mer

Aquaculture

L'aquaculture connaît une croissance rapide dans des pays comme le Mozambique et la Tunisie. Le projet Scaling up Profitable Aquaculture in Mozambique financé par Imani Development en 2023 a permis d'améliorer les techniques d'élevage durable tout en augmentant la production locale de poissons.



Exemple : Madagascar

Le parc national marin de Nosy Tanikely à Madagascar montre comment le tourisme maritime peut générer des revenus tout en préservant l'environnement. Ce parc attire chaque année des milliers de visiteurs grâce à sa biodiversité marine exceptionnelle et contribue directement à l'économie locale par le biais du tourisme durable.



Parc National Nosy

ECONOMIE BLEUE
DE LA PROMESSE À L'ACTION.

L'économie bleue, qui englobe l'utilisation durable des ressources maritimes pour le développement économique, est en pleine expansion en Afrique. Cette approche vise à concilier croissance économique, préservation de l'environnement et amélioration des conditions de vie des populations côtières.
Nous examinons ici plusieurs cas concrets d'utilisation de l'économie bleue en Afrique, notamment dans les domaines de l'aquaculture, du tourisme maritime, des énergies renouvelables et de la gestion intégrée des zones côtières.

Cas d'usage 1: Aquaculture



L'aquaculture est un secteur en pleine croissance en Afrique, avec des pays comme le Mozambique et la Tunisie mettant en place des projets innovants qui utilisent des technologies durables pour améliorer la productivité tout en préservant les écosystèmes locaux. Par exemple, le projet Scaling up Profitable Aquaculture au Mozambique a permis de développer des techniques d'élevage durable qui augmentent la production de poissons tout en préservant les ressources marines. Selon un rapport de la FAO, l'aquaculture en Afrique pourrait atteindre une production de 2,196 millions de tonnes dans les années à venir, en mettant l'accent sur l'adoption de pratiques durables pour éviter la surexploitation des ressources aquatiques.

L'ouvrage collectif Emerging Sustainable Aquaculture Solutions in Africa (2023) souligne comment les pratiques aquacoles peuvent être rentables et respectueuses de l'environnement. Des techniques comme l'aquaponie, combinant l'élevage de poissons et la culture de plantes, ainsi que l'utilisation de systèmes de recirculation d'eau et d'aliments durables pour poissons, montrent un potentiel prometteur pour maximiser les rendements tout en minimisant l'impact environnemental, garantissant ainsi une sécurité alimentaire accrue et la protection des écosystèmes marins.



ECONOMIE BLEUE
DE LA PROMESSE À L'ACTION.

Cas d'usage 1: Aquaculture

L'aquaculture contribue également à la création d'emplois et à la réduction de la pauvreté. En formant les pêcheurs locaux aux techniques durables et en leur fournissant un accès à des intrants de qualité, ces initiatives favorisent un développement économique inclusif.





Modèle durable à Maurice ?



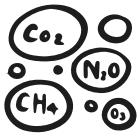
Maurice développe également un modèle touristique axé sur la protection de ses récifs coralliens. Le pays attire chaque année près d'un million de touristes grâce à des activités telles que la plongée sous-marine et le snorkeling. Ces initiatives sont soutenues par des programmes éducatifs visant à sensibiliser les visiteurs à l'importance de la conservation marine. Le tourisme maritime occupe une part significative dans le PIB de certains pays insulaires africains, tout en créant des emplois dans les communautés locales. Cependant, il est crucial que ces activités soient gérées de manière durable pour éviter une pression excessive sur les écosystèmes marins.

ECONOMIE BLEUE
DE LA PROMESSE À L'ACTION.

Cas d'usage 2: Énergies renouvelables



Les énergies marines renouvelables représentent une opportunité significative pour de nombreux pays insulaires africains.
Le Cap Vert a reçu un financement du Fonds des énergies durables pour l'Afrique (SEFA) de la Banque africaine de développement, en vue de mettre au point le premier système de dessalement par énergie marémotrice au monde. Ce projet exploite l'énergie des vagues pour produire de l'électricité. Ce projet fournit non seulement une source d'énergie renouvelable aux îles, mais réduit également leur dépendance aux énergies fossiles.



Avantages environnementaux

L'utilisation des énergies marines contribue à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à lutter contre le changement climatique. Les investissements dans ce secteur pourraient également stimuler la croissance économique et créer des emplois dans les communautés côtières.

Cas d'usage 3: Gestion Intégrée des Zones Côtières (GIZC)



L'exemple du Sénégal

Le Sénégal a mis en place un programme ambitieux de Gestion Intégrée des Zones Côtières (GIZC) qui intègre les préoccupations environnementales dans le développement économique côtier. Ce programme implique les communautés locales dans la gestion durable des ressources maritimes, contribuant ainsi à la préservation de l'environnement tout en soutenant le développement économique.



PREMIÈRE ÉDITION DE LA CONFÉRENCE NATIONALE SUR LA GESTION INTÉGRÉE DES ZONES CÔTIÈRES AU SÉNÉGAL LE 24 OCTOBRE 2024 © VIVAFRIK

Participation communautaire

La GIZC favorise une approche participative où les communautés locales sont impliquées dans la prise de décision concernant l'utilisation des ressources côtières. Cela permet non seulement d'améliorer la gestion des ressources mais aussi d'assurer que les bénéfices économiques profitent directement aux populations locales. Des études montrent que cette approche peut renforcer la résilience des communautés face aux impacts du changement climatique..

PROMESSES POUR L'AVENIR

A QUOI RÊVE-T-ON POUR L'ÉCONOMIE BLEUE EN AFRIQUE ?

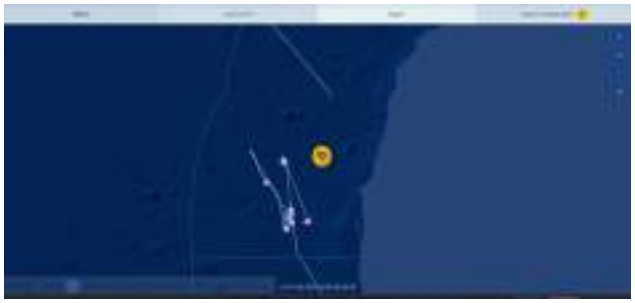
L'avenir de l'économie bleue sera profondément influencé par des innovations technologiques qui transformeront les pratiques de gestion des ressources maritimes.

Par exemple, l'utilisation de drones pour surveiller les pêches et l'introduction d'applications mobiles telles que Vessel Viewer au Ghana, qui permet aux pêcheurs locaux de suivre les stocks de poissons en temps réel, illustrent comment la technologie peut révolutionner ce secteur (IUCN, 2024). De plus, le rapport de l'OCDE (2016) souligne que des avancées dans des domaines tels que l'énergie propre et la surveillance de la pollution sont essentielles pour améliorer l'efficacité et la durabilité des industries océaniques. Pour que l'économie bleue réalise pleinement son potentiel, il est également crucial de renforcer les capacités institutionnelles des États africains. La formation des décideurs politiques sur la gestion durable des ressources maritimes et l'amélioration des compétences techniques locales seront essentielles pour réussir cette transition (Plan Bleu, 2020).

Parallèlement, les partenariats public-privé joueront un rôle clé dans le financement du développement de l'économie bleue. Des exemples de collaborations fructueuses, comme celui entre le gouvernement kényan et diverses ONG pour la restauration des mangroves, montrent qu'une coopération active peut produire des résultats concrets tout en soutenant les communautés locales (Expertise France, 2021).



DÉMONSTRATION DE VESSEL VIEWER AUX PARTICIPANTS D'UN ATELIER INTER-AGENCES MINISTERIELLES AU GHANA.
© 2024 TMT© 2024 TMT



MODÉLISATION A TRAVERS L'UTILISATION DE VIEWER VESSEL
MONSTRATION DE VESSEL VIEWER -© 2024 GLOBAL FISHING WATCH

En intégrant ces éléments, l'économie bleue peut non seulement contribuer à la croissance économique mais aussi à la préservation des écosystèmes marins et à l'amélioration des conditions de vie des populations côtières. Ces perspectives soulignent l'importance d'une approche holistique qui allie innovation technologique, renforcement institutionnel et collaboration intersectorielle pour bâtir un avenir durable.

FACE AU MUR DU RÉEL

PERCUTER LE MUR DU RÉEL, ÉCHECS ET OBSTACLES POUR L'ÉCONOMIE BLEUE EN AFRIQUE

L'économie bleue, bien qu'elle soit souvent présentée comme une solution prometteuse pour le développement durable, a également connu des échecs et des crises maritimes qui soulignent les défis associés à sa mise en œuvre. En Afrique comme au-delà, les exemples ne manquent pas des effets pervers, externalités et impacts négatifs engendrés ou subis par l'industrie.

Un exemple marquant est celui du Sénégal, où environ 90 % des pêches se sont effondrées en raison de l'octroi non réglementé de licences aux pêcheries chinoises et européennes. Ce phénomène a gravement affecté les communautés côtières qui dépendent de la pêche pour leur subsistance, illustrant comment des politiques mal conçues peuvent compromettre les ressources locales au profit d'intérêts étrangers.



Au Sénégal, la pêche artisanale fragilisée par l'arrivée des chalutiers chinois

Dans de nombreux pays, ce sont les intérêts étrangers qui dominent. Par exemple, les secteurs de la prospection pétrolière, du transport maritime, des infrastructures portuaires et de la pêche industrielle du continent sont parfois dominés par des entreprises étrangères.



Exemple de l'Angola

La production pétrolière de l'Angola, par exemple, est dominée par les grandes sociétés internationales de prospection et de production pétrolières, notamment Total (France) avec une part de marché de 41 %, Chevron (États-Unis) avec 26 %, Exxon Mobil (États-Unis) avec 19 % et BP (Royaume-Uni) avec 13 %.



Part de marché des compagnies pétrolières en Angola

FACE AU MUR DU RÉEL

« L'INSTABILITÉ ET L'INSÉCURITÉ PERSISTANTES EN MER SAPENT LA CAPACITÉ DES ÉTATS À SÉCURISER LES ROUTES COMMERCIALES, À PROTÉGER ET À EXPLOITER LES AVANTAGES DE LEURS ÉCONOMIES BLEUES, ET À ASSURER UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET UN DÉVELOPPEMENT SOCIAL INCLUSIFS POUR LES COMMUNAUTÉS CÔTIÈRES ».

SELON LE CONSEIL DE PAIX ET DE SÉCURITÉ

Adoptée le 15 octobre 2016 à Lomé, la Charte de Lomé constitue un cadre juridique essentiel pour la sécurité maritime en Afrique. Elle a été signée par plus de 30 États membres de l'Union africaine et vise à lutter contre la piraterie, le trafic de drogues, d'armes et d'êtres humains, ainsi que la pêche illégale.

Objectifs Clés

- Coordination des efforts : La Charte appelle à une coopération renforcée entre les pays africains pour partager des informations et des ressources afin de combattre efficacement la criminalité maritime.
- Développement durable : Elle promeut une économie bleue, visant à exploiter les ressources maritimes de manière durable tout en protégeant l'environnement marin.
- Création d'Institutions : La Charte prévoit l'établissement d'institutions nationales et régionales pour assurer la mise en œuvre des mesures de sécurité maritime.



La Charte de Lomé représente un engagement collectif des États africains pour sécuriser leurs côtes et promouvoir un développement économique basé sur les ressources maritimes. Elle marque une étape importante dans la gouvernance maritime du continent, répondant aux défis croissants liés à la sécurité maritime.

LES VOIX CRITIQUES DE L'ÉCONOMIE BLEUE

UNE PROMESSE SOUS TENSION

L'économie bleue, vantée comme un levier essentiel pour le développement durable en Afrique**, est désormais au cœur de débats passionnés.** Si ses partisans soulignent son potentiel pour générer des emplois, améliorer la sécurité alimentaire et promouvoir la durabilité environnementale, **une série de voix critiques s'élèvent pour mettre en lumière les défis et les risques associés à cette approche.** À travers des exemples concrets et des études de cas, explorons **les préoccupations qui entourent l'économie bleue en tant que voie de croissance pour le continent.**

UNE PROMESSE NON TENUE : LE PILLAGE DES RESSOURCES MARITIMES

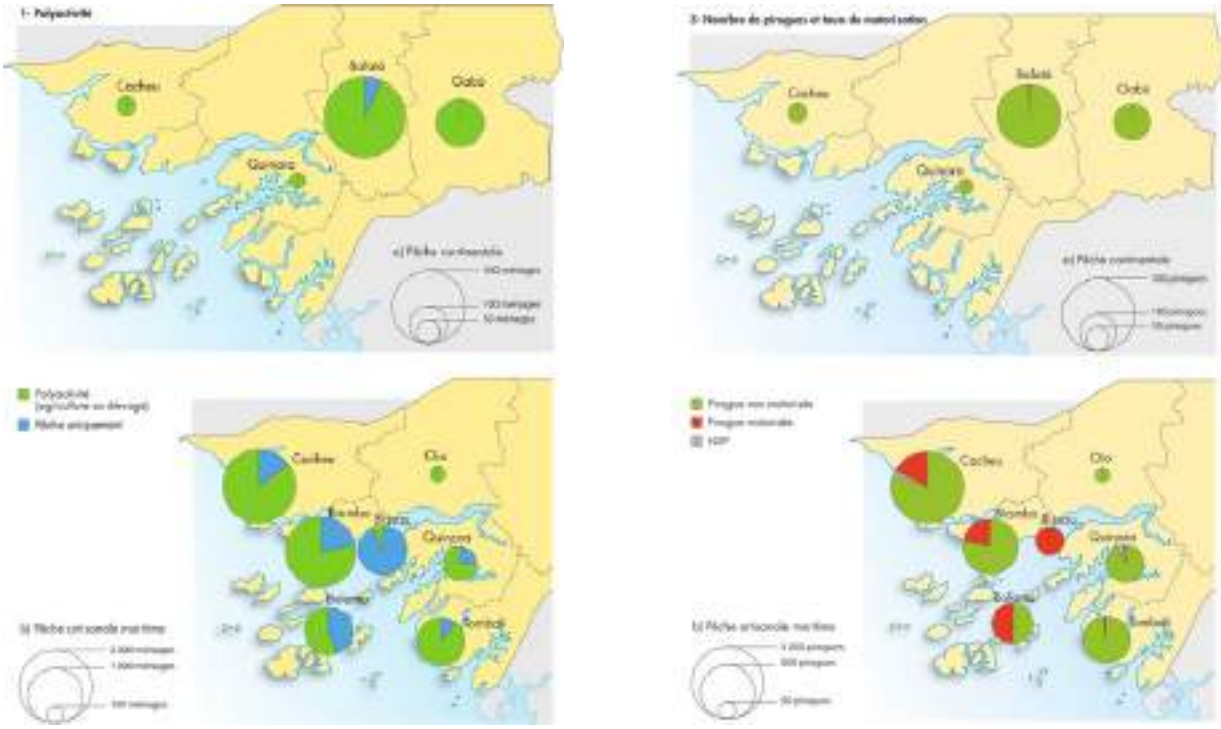
L'une des critiques majeures de l'économie bleue réside dans la réalité du pillage industriel des ressources maritimes. Des rapports alarmants révèlent que les subventions accordées par des pays étrangers à leurs flottes de pêche opérant dans les eaux africaines dépassent largement le soutien que les États africains peuvent offrir à leurs propres flottes. Ce mois de novembre 2024, **le Sénégal a décidé de mettre fin à la surreprésentation des flottes étrangères et de lutter contre la surpêche dans la région** (qui atteint les 50%) en mettant fin à la pêche européenne dans les eaux sénégalaises, qui jusqu'ici, affectaient les presque 800 000 personnes employées dans le domaine de la pêche, soit 20% de la population, qui dépendent de ces ressources pour leur subsistance, sont souvent laissées pour compte.
Les chiffres parlent d'eux-mêmes : **l'Afrique perd presque 11.6 milliard de dollars par an à cause de la pêche illégale et non réglementée**. Ce vol systématique des ressources maritimes non seulement exacerbe la pauvreté, mais compromet également la sécurité alimentaire pour des millions d'Africains. En conséquence, l'économie bleue, censée être une solution aux défis économiques du continent, apparaît plutôt comme une façade qui masque un pillage organisé.



PLAGE DE KAYAR, AU NORD DE DAKAR SUR LA CÔTE ATLANTIQUE, EN 2017.
©ANTON IVANOV / SHUTTERSTOCK

GOUVERNANCE ET INFRASTRUCTURES
DES PROMESSES DANS UN CADRE FRAGILE

Au-delà des enjeux environnementaux et économiques, la mise en œuvre de l'économie bleue est entravée par des défis institutionnels majeurs. De nombreux pays africains souffrent d'une gouvernance inefficace, ce qui complique l'établissement de cadres réglementaires nécessaires pour garantir une exploitation durable des ressources maritimes. La stratégie de l'économie bleue de l'Afrique a été saluée comme un cadre ambitieux, mais elle est souvent critiquée pour son manque d'engagements contraignants et de résultats concrets .



IMPORTANCE DE LA PÊCHE DANS L'EMPLOI ET PREDOMINANCE DES PIROGUES NON MOTORISEES EN GUINEE BISSAU
© BARRY, I., CABRAI, J., EMBALO, L., PINTO GOMEZ, J., & GUITTON, J. (2021). GUINÉE-BISSAU. IN P. CHAVANCE & P. MORAND (ÉDS.), ATLAS DES PÊCHES ET PÊCHEURS ARTISANS D'AFRIQUE DE L'OUEST (1-). IRD ÉDITIONS. HTTPS://DOI.ORG/10.4000/BOOKS.IRDEDITIONS.44022

Les infrastructures insuffisantes constituent également un obstacle majeur au développement d'une économie bleue durable. Dans des pays comme la Guinée-Bissau, les difficultés géographiques limitent les opportunités d'exploiter pleinement les activités économiques liées à la mer. Sans ports adéquats et infrastructures de transport, il devient presque impossible de tirer parti du potentiel économique que pourrait offrir l'économie bleue.

LES ENJEUX SOCIAUX

DES PROMESSES D'EXCLUSION... ET DE DÉPENDANCE

Une autre dimension préoccupante est l'exclusion fréquente des communautés locales du processus décisionnel concernant l'exploitation des ressources maritimes. Les projets liés à l'économie bleue sont souvent conçus sans consultation adéquate avec les populations locales, entraînant ainsi des conflits d'intérêts et une résistance communautaire. Cette exclusion peut avoir des conséquences désastreuses : alors que les décideurs politiques vantent les mérites d'une croissance économique rapide, les véritables bénéficiaires restent souvent invisibles.

De plus, une dépendance excessive vis-à-vis des secteurs liés à l'économie bleue peut poser un risque économique à long terme. Si les pays africains se concentrent uniquement sur l'exploitation de leurs ressources maritimes sans diversifier leurs économies, ils pourraient devenir vulnérables aux fluctuations du marché mondial et aux crises environnementales.

VERS UNE ÉCONOMIE BLEUE DURABLE : UNE NÉCESSITÉ URGENTE

Pour répondre aux critiques formulées contre l'économie bleue, il est **impératif d'adopter une approche plus intégrée qui privilégie la durabilité environnementale et sociale.** Cela nécessite un renforcement de la gouvernance avec des cadres réglementaires clairs impliquant toutes les parties prenantes dans le processus décisionnel. Les investissements dans les infrastructures maritimes doivent également être prioritaires afin d'assurer un accès équitable aux ressources tout en minimisant l'impact environnemental.
La sensibilisation des communautés locales sur l'importance d'une gestion durable des ressources maritimes est cruciale. Des programmes éducatifs peuvent aider à renforcer les capacités locales et à promouvoir une culture de durabilité au sein des communautés côtières.







FORMATION DE 50 BEACH BOYS A NOSYBE (MADAGASCAR) AUX GESTES ECORESPONSABLES ET A L'ECO TOURISME ACTIVITE PAR KORAÏ ET JMA (SEPTEMBRE 2023) DANS LE CADRE D'UNE COLLABORATION AVEC LA FONDATION AEF

RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES PUBLIQUES

POUR L'ESSOR DE L'ÉCONOMIE BLEUE RESPONSABLE EN AFRIQUE



ÉLABORATION DE CADRES RÉGLEMENTAIRES INCLUSIFS :

Les gouvernements africains doivent créer des politiques qui intègrent les principes de dignité humaine, d'égalité et d'inclusion des jeunes dans le développement de l'économie bleue. Cela implique la mise en place de mécanismes de consultation qui permettent aux communautés locales, en particulier aux jeunes, de participer activement à l'élaboration des politiques. Selon le rapport de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), une approche participative est essentielle pour garantir que les besoins et les aspirations des différentes parties prenantes soient pris en compte (CEA, 2020).

PROMOTION DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION

Il est crucial d'investir dans l'éducation et la formation des jeunes sur les opportunités offertes par l'économie bleue. Les programmes éducatifs devraient inclure des formations techniques sur les métiers liés à la mer, à la pêche durable, à l'aquaculture et à la gestion des ressources maritimes. Des initiatives comme le Forum des Jeunes Africains sur l'Économie Bleue, qui vise à sensibiliser et former les jeunes sur ces enjeux, doivent être soutenues et étendues (OPJEB, 2024).

RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES PUBLIQUES

POUR L'ESSOR DE L'ÉCONOMIE BLEUE RESPONSABLE EN AFRIQUE

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES

Les États africains doivent renforcer leurs capacités institutionnelles pour gérer efficacement les ressources maritimes. Cela inclut la formation des décideurs politiques sur les meilleures pratiques en matière de durabilité et d'inclusion sociale. Des études montrent que le renforcement des capacités institutionnelles est essentiel pour assurer une mise en œuvre efficace des stratégies d'économie bleue (Plan Bleu, 2020).



CRÉATION DE PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ

Encourager les partenariats entre le secteur public et le secteur privé peut catalyser le développement de l'économie bleue. Ces collaborations peuvent faciliter le financement d'initiatives durables tout en soutenant les communautés locales. Par exemple, le partenariat entre le gouvernement kényan et diverses ONG pour la restauration des mangroves a démontré que la coopération peut produire des résultats concrets (Expertise France, 2021).

RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES PUBLIQUES

POUR L'ESSOR DE L'ÉCONOMIE BLEUE RESPONSABLE EN AFRIQUE



PROMOTION DE LA JUSTICE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

Les États africains doivent renforcer leurs capacités institutionnelles pour gérer efficacement les ressources maritimes. Cela inclut la formation des décideurs politiques sur les meilleures pratiques en matière de durabilité et d'inclusion sociale. Des études montrent que le renforcement des capacités institutionnelles est essentiel pour assurer une mise en œuvre efficace des stratégies d'économie bleue (Plan Bleu, 2020).

SENSIBILISATION À L'IMPORTANCE DE L'ÉCONOMIE BLEUE

Encourager les partenariats entre le secteur public et le secteur privé peut catalyser le développement de l'économie bleue. Ces collaborations peuvent faciliter le financement d'initiatives durables tout en soutenant les communautés locales. Par exemple, le partenariat entre le gouvernement kényan et diverses ONG pour la restauration des mangroves a démontré que la coopération peut produire des résultats concrets (Expertise France, 2021).

CONCLUSION

L'économie bleue représente sans doute une opportunité stratégique pour le développement économique en Afrique. Cependant, elle doit être abordée avec prudence et critique. Les préoccupations concernant la surexploitation des ressources, le manque de gouvernance efficace et l'exclusion sociale ne peuvent être ignorées si l'on souhaite réaliser le potentiel véritablement durable de cette approche.

Alors que l'Union Africaine pense que l'économie bleue « est un levier essentiel que l'Afrique doit actionner pour développer et transformer son économie, dans le but de devenir un acteur majeur sur la scène économique mondial » et que Georges Mba Asseko, chef de sa division économie bleue évoque celle-ci comme une « nouvelle frontière de renaissance africaine », il est pertinent de s'interroger sur les mesures à mettre en œuvre pour parachever cet objectif.

Pour que l'économie bleue ne soit pas qu'un slogan séduisant aux couleurs d'un néolibéralisme qui continue de saper lesressouces mais un véritable moteur de croissance inclusive et durable, il est essentiel que les décideurs politiques adoptent une vision holistique intégrant les dimensions économiques, sociales et environnementales. Seule une telle approche pourra garantir que cette promesse ne se transforme pas en un nouveau chapitre du pillage colonial des ressources africaines.

MERCI

à la Fondation Afrique Europe pour son soutien

Une note réalisée par

Je m'engage pour l'Afrique. JMA.

À PROPOS DE JMA



Je m'engage pour l'Afrique (JMA) est une association créée pour encourager les porteurs de projets – citoyens engagés, responsables associatifs, entrepreneurs – à partager leurs expériences et points de vue et à participer à l'élaboration de politiques publiques ambitieuses et adaptées à la réalité du terrain.

JMA agit à trois niveaux : nous proposons des formations sur les politiques publiques, la participation citoyenne et le développement international.

JMA est un espace de réflexion et de débat qui permet l'émergence de nouvelles idées susceptibles d'inspirer les politiques publiques et qui nourrissent de nombreuses publications. Nous partageons ces nouvelles idées et œuvrons pour faire connaître de nouveaux experts plus représentatifs de la société civile notamment au moyen d'événements.

Les thèmes au cœur de nos actions sont le développement du continent africain, les relations entre l'Europe et l'Afrique, la zone EuroMed, l'émergence du Global South, les villes et collectivités publiques et le développement durable.

JMA a été fondé en 2021 par Ileana Santos et Amina Zakhnouf, toutes deux sélectionnées par le magazine Forbes dans son classement 2022 des 30 Africains de moins de 30 ans.

Je m'engage pour l'Afrique JMA

Ressources bibliographiques

Sources Web :

- Aquaculture Feed Magazine. (2023, June 16). Livre : Innovations émergentes en aquaculture durable en Afrique. https://aquaculturefeedmag.com/fr/2023/06/16/livre-innovations-emergentes-en-aquaculture-durable-en-afrique/
- Africa-Bi. (n.d.). Aquaculture en Tunisie : Optimisation de l'alimentation pour poissons. https://www.africa-bi.com/fr/article/actualite/tunisie-l-aquaculture-en-tunisie-doit-optimiser-l-alimentation-pour-poissons
- Académie d'Agriculture de France. (n.d.). Pisciculture en Afrique subsaharienne. https://www.academie-agriculture.fr/sites/default/files/publications/encyclopedie/pisciculture_subsaharienne.pdf
- Bretagne Commerce International. (n.d.). Aquaculture en Tunisie : Nouvelle édition d'Aquaculture Africa. https://www.bretagnecommerceinternational.com/donnee/aquaculture-la-tunisie-organise-la-nouvelle-edition-daquaculture-africa/
- Biodev2030. (n.d.). Mozambique et l'économie bleue. https://www.biodev2030.org/pays/mozambique/
- CCFD-Terresolidaire. (n.d.). Ce qu'il faut savoir sur l'économie bleue : FAQ. https://ccfd-terresolidaire.org/ce-quil-faut-savoir-sur-economie-bleue-faq/
- COMHAFAT. (n.d.). Actualités COMHAFAT. https://www.comhafat.org/fr/files/actualites/doc_actualite_44321127.pdf
- Cairn. (2012). Revue : Projet. https://shs.cairn.info/revue-projet-2012-5-page-5?lang=fr
- Cairn. (2020). Revue d'études : L'économie bleue et ses implications. https://shs.cairn.info/revue-etudes-2020-4-page-41?lang=fr
- Cairn. (2020). Revue : Courrier hebdomadaire du CRISP. https://shs.cairn.info/revue-courrier-hebdomadaire-du-crisp-2020-10-page-5?lang=fr
- Cairn. (2008). Revue : Pouvoirs. https://shs.cairn.info/revue-pouvoirs-2008-4-page-107?lang=fr
- DNBAM. (n.d.). Les courants porteurs de l'économie bleue. https://dnbam.com/fr/finance-blog/les-courants-porteurs-de-leconomie-bleue
- Decitre. (n.d.). L'économie bleue : Livre. https://www.decitre.fr/livres/l-economie-bleue-9782953560251.html
- FAO. (n.d.). Document FAO sur l'aquaculture durable. https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/4e4804ef-5128-4f5e-a18b-9c0ea441c957/content
- FAO. (n.d.). Document FAO sur l'aquaculture durable (suite). https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/c39a62f7-0853-4615-b45c-11d8c3b6fb23/content
- Garance & Moi. (n.d.). Qu'est-ce que l'économie bleue ?. https://www.garance-et-moi.com/blog/quest-ce-que-leconomie-bleue
- GIZ. (n.d.). Projets en Afrique. https://www.giz.de/en/worldwide/122417.html
- Gus & Co. (2024, July 1). Crise du transport maritime et impact sur l'industrie des jeux et sociétés. https://gusandco.net/2024/07/01/crise-transport-maritime-impact-industrie-jeux-societe/
- La Fabuleuse Cantine. (n.d.). Définition de l'économie bleue. https://lafabuleusecantine.fr/definition-de-leconomie-bleue/
- Leaders. (n.d.). L'économie bleue : L'émergence du concept et ses significations. https://www.leaders.com.tn/article/34254-l-economie-bleue-l-emergence-du-concept-et-ses-significations
- MOSFA. (n.d.). Organisme de gestion des pêches et de l'aquaculture. https://www.mosfa-ompda.org
- MOSFA. (2024, December). Seafood 4 Africa 2024 : Gouvernance durable des pêches et aquaculture. https://www.mosfa-ompda.org/2024/12/seafood-4-africa-2024-une-gouvernance-durable-des-peches-et-de-laquaculture-au-service-de-lafrique-grace-a-la-zlecaf/
- Positivr. (n.d.). Qu'est-ce que l'économie bleue ? Réponse en vidéo avec son inventeur. https://positivr.fr/quest-ce-que-leconomie-bleue-reponse-en-video-avec-son-inventeur/
- Shs Cairn. (n.d.). Ramses 2025. https://shs.cairn.info/ramses-2025--9782100869
- Shs Cairn. (n.d.). Saga des générations futures. https://usbeketrica.com/fr/article/la-saga-des-generations-futures
- Usbek & Rica. (n.d.). Gunter Pauli et l'économie bleue : La nature élimine la notion de pauvreté. https://usbeketrica.com/fr/article/gunter-pauli-nature-elimine-notion-pauvrete
- WAS. (n.d.). AFRAQ21 : Gouvernance durable des pêches et aquaculture en Afrique. https://was.org/Meeting/pdf/AFRAQ21RegBro-FR.pdf
- WeDemain. (n.d.). L'économie bleue : La gestion durable des ressources marines. https://www.wedemain.fr/dechiffrer/leconomie-bleue-ou-comment-la-gestion-durable-des-ressources-marines-est-une-priorite/

Ressources bibliographiques

Sources de publications académiques et de livres :

- OpenEdition. (n.d.). L'économie bleue dans les publications récentes. https://books.openedition.org/pusl/17811?lang=fr
- Tlibaert. (n.d.). Dieter Birnbacher et l'économie bleue. https://www.tlibaert.info/dieter-birnbacher/
- Cairn. (2020). Revue d'études : L'économie bleue et ses implications. https://shs.cairn.info/revue-etudes-2020-4-page-41?lang=fr

Sources de sites spécialisés :

- Biolineaires. (n.d.). L'économie circulaire : Les leçons de la nature pour en finir avec les déchets. https://www.biolineaires.com/leconomie-circulaire-les-lecons-de-la-nature-pour-en-finir-avec-les-dechets/
- CCFD-Terresolidaire. (n.d.). Ce qu'il faut savoir sur l'économie bleue : FAQ. https://ccfd-terresolidaire.org/ce-quil-faut-savoir-sur-economie-bleue-faq/
- BAFU. (2021). Notre responsabilité face aux générations futures. https://www.bafu.admin.ch/bafu/fr/home/documentation/magazine/magazin2021-3/magazin2021-3-dossier/notre-responsabilite-face-aux-generations-futures.html
- Circulagronomie. (n.d.). L'économie circulaire. https://circulagronomie.org/l-economie-circulaire/